

OPINION

Covid: l'accroissement des comportements égoïstes peut mener à l'effondrement de la société (carte blanche)

24/11/21 à 10:53 Mise à jour le 25/11/21 à 12:21

([//www.levif.be/actualite/auteurs/carte-blanche-855.html](https://www.levif.be/actualite/auteurs/carte-blanche-855.html))

Carte blanche ([//www.levif.be/actualite/auteurs/carte-blanche-855.html](https://www.levif.be/actualite/auteurs/carte-blanche-855.html))

Pour Eric Muraille et quinze autres signataires universitaires, opter pour l'obligation vaccinale est un choix de société, qui engendre un "bénéfice indéniable" pour la collectivité.



Dans un article publié en 1919 dans le magazine Science[1], le Major de l'US Army George

Albert Soper, ingénieur sanitaire, tirait les leçons de la pandémie de grippe espagnole : "Il n'est pas dans la nature humaine d'un homme qui pense n'avoir qu'un petit rhume de **s'enfermer dans un isolement rigide** afin de protéger les autres du risque que son rhume se révèle être une infection vraiment dangereuse". L'indifférence et l'incapacité à apprécier les risques pour autrui serait **l'un des obstacles majeurs à une politique sanitaire efficace**.



NEWSLETTER LE VIF

Un update des dernières nouvelles, le matin, à midi et autour de 18 h dans votre mailbox.

INSCRIVEZ-VOUS

Soyez rassuré. Vous pouvez vous désabonner à tout moment en un seul click. Découvrez [ici \(https://www.roularta.be/fr/privacy-policy\)](https://www.roularta.be/fr/privacy-policy) notre politique de confidentialité.

En ce début d'hiver 2021, alors que l'on compte officiellement plus de 5 millions de victimes de la Covid-19 et qu'une augmentation dramatique des infections (</actualite/sante/covid-ces-communes-ou-les-infections-explorent-carte-interactive/article-normal-1494153.html>) par le variant delta du virus SARS-CoV-2 est enregistrée dans toute l'Europe, beaucoup persistent à relativiser ou même nier le problème. Les manifestations contre les mesures (</actualite/international/qui-etaient-les-manifestants-contre-les-mesures-covid-a-bruxelles-ce-que-l-on-sait/article-normal-1493431.html>) de distanciation sociale se radicalisent. Et l'idée d'une vaccination obligatoire (</actualite/belgique/la-vaccination-obligatoire-pour-tous-une-fausse-bonne-idee-pour-le-mr/article-news-1493439.html>) déclenche de vives réactions et débats. On voit surtout s'affronter deux postures difficilement conciliables sur le fond : l'individualisme, refusant toute prise de risque et atteinte à la liberté de choix, et le collectivisme, faisant de l'intérêt général une priorité.

Lire aussi: **Covid: où se situe la Belgique par rapport aux autres pays d'Europe? (infographies)** (</actualite/europe/covid-ou-se-situe-la-belgique-par-rapport-aux-autres-pays-d-europe-infographies/article-normal-1494275.html>)

Ce débat dépasse largement la problématique de l'obligation vaccinale, et risque de se poser fréquemment à l'avenir. Il est donc **crucial de ne pas l'esquiver** en le réduisant à sa dimension technique, scientifique ou juridique, comme c'est le cas actuellement dans les médias.

Les crises sanitaires et environnementales rendent indispensable une rupture du mode de gouvernance

Le changement climatique (</actualite/environnement/fini-les-promesses-10-leviers-pour->

[agir-concretement-en-faveur-du-climat/article-normal-1484641.html](#)), la pollution et la perte de la biodiversité, vont avoir un impact socioéconomique croissant sur nos sociétés. Réduire cet impact en agissant sur les causes et s'y adapter nécessitera de **prendre des mesures qui, à n'en pas douter, n'auront rien d'agréable**. Certains comportements ou activités, banals aujourd'hui, devront être interdits ou lourdement pénalisés. Notre futur dépendra donc de la capacité des décideurs politiques à faire appliquer des décisions impopulaires dans l'intérêt du plus grand nombre.

Le retour de l'état régulateur dans un contexte de crise sanitaire et de changement climatique va s'accompagner d'une **profonde rupture du mode de gouvernance**. Sur ces problématiques, la légitimité des décisions ne pourra reposer sur une simple compétition d'opinions. Car le processus démocratique mène généralement à privilégier les mesures les plus acceptables par le plus grand nombre. Et les mesures adoptées contre la Covid-19 en Europe, bien que très timides par rapport à celles imposées en Asie ou dans certains pays comme la Nouvelle Zélande, ont profondément divisé la population.

Certains veulent voir dans le retour de l'état interventionniste l'**avènement d'une dictature sanitaire** ou écologique. Mais rappelons que, par nature, les mesures de santé publique font partie des premières missions de l'État : assurer la sécurité et la santé des citoyens. Ces missions, qui ont contribué à la prospérité de nos sociétés, **sont nécessairement liberticides et normatives**. Elles privent l'individu de certains choix et favorisent des comportements dont on estime, sur base des évidences scientifiques disponibles, qu'ils concourent au bien commun.

Lire aussi: [Covid: "Les antivax ne sont pas bêtes ou mal informés" \(/actualite/belgique/covid-les-antivax-ne-sont-pas-betes-ou-mal-informes/article-normal-1492639.html\)](#)

Prenons un exemple simple et qui ne prête pas à polémique. Nul ne conteste aujourd'hui **le bienfondé de l'obligation de la ceinture de sécurité** pour tous les passagers d'un véhicule. Pourtant, cette mesure est liberticide, elle ne réduit pas le nombre d'accidents et son efficacité à protéger les passagers est loin d'atteindre les 100%. En cherchant bien, on peut même trouver de très rares exemples où le port de la ceinture a aggravé les conséquences d'un accident. Si cette obligation s'est imposée, c'est parce qu'on a démontré **qu'elle réduit significativement le coût global des accidents de la route pour la société**.



Manifestation contre les mesures Covid le dimanche 21 novembre, à Bruxelles. © Belga

La proposition d'une obligation vaccinale contre la Covid-19, qui soulève aujourd'hui de nombreuses protestations indignées, suit pourtant la même logique. La vaccination n'empêche pas l'infection par le variant delta du SRAS-CoV-2 mais réduit très significativement ses conséquences[2]. Son efficacité n'est pas de 100% et elle peut, dans de très rares cas, occasionner des effets secondaires graves. Néanmoins, son bénéfice pour la collectivité est indéniable.

Les passagers clandestins

Conséquence d'un siècle de luttes sociales, un grand nombre de pays européens jouissent aujourd'hui d'une organisation qui peut être qualifiée de collectiviste. Au sens où les frais d'éducation et de santé sont largement mutualisés et où l'État intervient fréquemment pour limiter les effets des catastrophes naturelles. Cette mutualisation des biens et des risques assure un niveau enviable de justice sociale et contribue à une plus grande résilience des sociétés face aux crises. Elle n'est cependant possible sur le long terme que par l'acceptation d'un certain niveau de sacrifice individuel.

L'étude des sociétés humaines et non humaines (animales et microbiennes) montrent que l'accroissement du nombre d'individus adoptant des comportements égoïstes, ceux que l'on nomme en économie les "passagers clandestins", qui bénéficient des biens communs d'une société sans y contribuer, mène à l'effondrement de celle-ci. Or, on assiste depuis

plusieurs décennies à une banalisation des comportements individualistes, quand ce n'est pas à la glorification, et à un rejet de la notion même d'intérêt commun.

Lire aussi: [Les jeunes sont-ils vraiment plus individualistes ? \(/actualite/belgique/les-jeunes-sont-ils-vraiment-plus-individualistes/article-normal-1351689.html\)](https://www.levif.be/actualite/belgique/les-jeunes-sont-ils-vraiment-plus-individualistes/article-normal-1351689.html)

De nombreux États ont progressivement adopté la neutralité libérale théorisée par les philosophes Charles Larmore et John Rawls. Selon ces derniers, l'État doit s'abstenir de prendre position en faveur d'une définition du bien commun dès lors que celui-ci est soumis à débat. Cette neutralité a été légitimée par la théorie du libre marché qui défend un État le moins interventionniste possible. Elle est aussi souvent présentée comme étant la seule attitude n'engendrant pas de discriminations face à la diversité culturelle croissante de nos sociétés. Cependant, sans un *modus vivendi* minimal sur ce qu'est le bien commun, l'action publique devient difficile, voire même impossible à légitimer.

Un choix de société s'impose

La vaccination du plus grand nombre constitue la mesure la plus simple et efficace, la moins discriminante et coûteuse, pour limiter les effets de la pandémie de SARS-CoV-2. Elle ne peut être uniquement un choix individuel, car ses effets ne concernent pas que les individus atteints de Covid-19. La saturation des hôpitaux qui entraîne le report de certains soins de santé, tout comme le coût des hospitalisations, des tests, de l'absentéisme professionnel, ainsi que des mesures de confinement, est assumé par l'ensemble de la population. Le coût global, déjà considérable (/actualite/belgique/la-facture-corona-23-452-milliards-pour-le-federal/article-normal-1388169.html), de la pandémie de Covid-19 va durablement affaiblir la capacité financière de l'État à assumer ses missions d'intérêt public. Dans l'intérêt de tous, il est donc urgent d'adopter toutes les mesures raisonnables susceptibles de réduire les effets néfastes de cette crise.

Les vaccins contre la Covid-19 ne constituent cependant pas la solution technologique ultime à cette crise. L'expérience d'autres épidémies (grippe, Ebola, etc.) a démontré que **la disponibilité d'un vaccin ne permet pas de se passer complètement des mesures conventionnelles de dépistage et d'isolement**. Une réforme structurelle est aussi indispensable. La privatisation progressive des services de santé prônée par l'Europe a fragilisé ceux-ci et démotivé le personnel soignant. Il est urgent de faire sortir les services de santé de la logique de marché et de la gestion managériale qu'on leur impose aujourd'hui pour en revenir à un véritable service public capable de faire face aux futures crises sanitaires.

Un choix doit être fait. **Nous pouvons, pour des raisons très honorables, privilégier la**

liberté individuelle et le refus de toutes normes contraignantes et discriminantes. Mais

LE VIF Mais ce cas nous devons accepter de progresser vers un système libéral à l'américaine où l'individu assume seul les coûts de la vie et de ses choix. Les conséquences de ce système compétitif en matière d'inégalité et de précarité ont été bien documentées. L'alternative est la défense de l'idéal d'un État social mutualisant les coûts et risques, mais exigeant en contrepartie certains sacrifices, justifiés sur une base rationnelle et scientifique. Cette voie nous permettrait de renouer avec l'idéal des Lumières d'une gouvernance oeuvrant dans l'intérêt du plus grand nombre et fondée sur la raison.

Lire aussi: [Antivax, hésitants: les racines d'un mouvement à contre-courant \(/actualite/belgique/antivax-hesitants-les-racines-d-un-mouvement-a-contre-courant/article-normal-1479171.html\)](https://www.levif.be/actualite/belgique/antivax-hesitants-les-racines-d-un-mouvement-a-contre-courant/article-normal-1479171.html)

[1] <https://www.science.org/doi/10.1126/science.49.1274.501>

[2] <https://www.hopkinsmedicine.org/health/conditions-and-diseases/coronavirus/is-the-covid19-vaccine-safe>

Eric Muraille, Immunologie, Maître de recherche FNRS, ULB, BE

Alain Vanderplasschen, Immunologie, Professeur Ordinaire, ULiège, BE

Alban de Kerchove d'Exaerde, Neurobiologie, Directeur de recherches FNRS, ULB, BE

Bernard Lambermont, Sémiologie et Soins Intensifs, Chargé de cours, ULiège, BE

Bernard Rogister, Neurologie, Professeur Ordinaire, ULiège, BE

Benoît Muylkens, Virologie, Professeur, UNamur, BE

Gilbert Vassart, Génétique Médicale, Professeur, ULB, Prix Francqui, BE

Jacques Balthazart, Neuroendocrinologie, Chargé de Cours, ULiège, BE

Julien Pillot, Economie, Enseignant/Chercheur, Inseec Grande Ecole, FR

Levgenia Pastushenko, Dermatologie/Oncologie, Professeur, ULB, BE

Michel Moutschen, Infectiologie, Professeur Ordinaire, ULiege, BE

Philippe Léonard, Maladies infectieuses, Chef de Clinique, CHU de Liège, BE

Philippe Naccache, Développement durable, Enseignant/Chercheur, Insec Grande Ecole,

LE VIF



Pierre Drion, Ethique biomédicale, Professeur Ordinaire, ULiège, BE

Sabine Costagliola, Biologie du développement, Maître de recherche FNRS, ULB, BE

Serge Guerin, Sociologie, Professeur, Insec Grande Ecole, FR

Le titre est de la rédaction. Titre original: "Opter pour l'obligation vaccinale est un choix de société"

**DÉCOUVREZ
LES OFFRES DU VIF.**

11 PUBLICATIONS POUR 50 €



EN SAVOIR PLUS »
(<https://promo.abonnements.be/canvaig/index>)
LE VIF
/validate

/promocode



([//www.levif.be/actualite/belgique/l-edito-d-anne-sophie-bailly-la-violence-domestique-est-presque-invisible-hors-de-la-sphere-intime/article-opinion-1492883.html](https://www.levif.be/actualite/belgique/l-edito-d-anne-sophie-bailly-la-violence-domestique-est-presque-invisible-hors-de-la-sphere-intime/article-opinion-1492883.html))

” L'édito d'Anne-Sophie Bailly: la violence domestique est presque invisible hors de la sphère intime ([//www.levif.be/actualite/belgique/l-edito-d-anne-sophie-bailly-la-violence-domestique-est-presque-invisible-hors-de-la-sphere-intime/article-opinion-1492883.html](https://www.levif.be/actualite/belgique/l-edito-d-anne-sophie-bailly-la-violence-domestique-est-presque-invisible-hors-de-la-sphere-intime/article-opinion-1492883.html))

- Anne-Sophie Bailly

Les plus lus